



Registration of a Charge

Company name: **PELSIS HOLDING (UK) LIMITED**

Company number: **07017720**



X6KRB1MX

Received for Electronic Filing: **07/12/2017**

Details of Charge

Date of creation: **24/11/2017**

Charge code: **0701 7720 0020**

Persons entitled: **LDC (MANAGERS) LIMITED AS SECURITY TRUSTEE**

Brief description:

Contains fixed charge(s).

Contains negative pledge.

Authentication of Form

This form was authorised by: **a person with an interest in the registration of the charge.**

Authentication of Instrument

Certification statement: **I CERTIFY THAT SAVE FOR MATERIAL REDACTED PURSUANT TO S.859G OF THE COMPANIES ACT 2006 THE ELECTRONIC COPY INSTRUMENT DELIVERED AS PART OF THIS APPLICATION FOR REGISTRATION IS A CORRECT COPY OF THE ORIGINAL INSTRUMENT.**

Certified by: **SQUIRE PATTON BOGGS (UK) LLP**



CERTIFICATE OF THE REGISTRATION OF A CHARGE

Company number: 7017720

Charge code: 0701 7720 0020

The Registrar of Companies for England and Wales hereby certifies that a charge dated 24th November 2017 and created by PELSIS HOLDING (UK) LIMITED was delivered pursuant to Chapter A1 Part 25 of the Companies Act 2006 on 7th December 2017 .

Given at Companies House, Cardiff on 11th December 2017

The above information was communicated by electronic means and authenticated
by the Registrar of Companies under section 1115 of the Companies Act 2006



Companies House



THE OFFICIAL SEAL OF THE
REGISTRAR OF COMPANIES

Contrat de nantissement de second rang de parts sociales en date du 24 Novembre 2017

Entre

PELSIS HOLDING (UK) LIMITED
en qualité de Constituant

et

LDC (Managers) Limited
en qualité de *Security Trustee*, en son nom et pour son compte, et

Les Secured Parties
Représentées par LDC (Managers) en qualité d'agent des sûretés

(ensemble, les « **Bénéficiaires** »)

SQUIRE 
PATTON BOGGS

DA

LE PRESENT CONTRAT DE NANTISSEMENT DE PARTS SOCIALES EST CONCLU LE 24 NOVEMBRE 2017.

Entre les soussignées :

1. **PELSIS HOLDING (UK) LIMITED**, une société de droit anglais ayant son siège social, Sterling House, Grimbald Crag Close, Knaresborough ; HG5 8PJ North Yorkshire, et dont le numéro unique d'identification est le 07017720, représentée par Monsieur Peter MANGION, dûment habilité à l'effet des présentes, en qualité de constituant (le « **Constituant** ») ;
2. **LDC (Managers) Limited**, une société de droit anglais dont le siège social est One Vine Street, Londres, W1J 0AH et dont le numéro unique d'identification est le 02495714, en qualité de Bénéficiaire en sa capacité de *Security Trustee*, représenté par Monsieur Dale Alderson, dûment habilité à l'effet des présentes ;
3. **Les Secured Parties** (tel que ce terme est défini dans le Contrat de Subordination Junior, tel que défini ci-après), en ce compris tout *Receiver* et *Delegate* (tels que chacun de ces termes est défini dans le Contrat de Subordination Junior), tout cessionnaire, successeur et ayant-droit, ensemble représentées par LDC (Managers) Limited en qualité d'agent des sûretés, agissant au nom et pour le compte des *Secured Parties*.

Les parties visées aux trois paragraphes ci-dessus sont collectivement dénommées les « **Parties** » et chacune une « **Partie** ».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

- A. Aux termes d'un contrat de droit anglais rédigé en langue anglaise intitulé « *A1 Loan Note Instrument* » en date du 26 août 2017 la société Hamsard 3468 Limited a émis des obligations pour un montant global de EUR 21.973.263 (le « **A1 Loan Note** ») et aux termes d'un contrat de droit anglais rédigé en langue anglaise intitulé « *B1 Loan Note Instrument* » en date du 26 août 2017, la société Hamsard 3468 Limited a émis des obligations pour un montant global de EUR 1.434.484, (le « **B1 Loan Note** ») (ensemble, les « **Contrats Loan Notes** »).
- B. Au titre d'un contrat de droit anglais rédigé en langue anglaise intitulé « *Loan Note Guarantee* » en date du 26 août 2017 conclu, notamment, avec LDC (Managers) Limited en qualité de *Security Trustee* (le « **Contrat de Garantie** ») le Constituant s'est porté garant de l'exécution, par Hamsard 3468 Limited, de ses obligations au titre notamment des Contrats Loan Notes. Le Constituant a adhéré au Contrat de Garantie aux termes d'un *Accession Deed* (Acte d'Adhésion). Il a été convenu que le Constituant consente en faveur des Bénéficiaires (tels que définis ci-après) un nantissement de second rang portant sur les Parts Sociales (telles que définies ci-après) pour sûreté et garantie de ses obligations en sa qualité de garant.
- C. Conformément aux stipulations du Contrat de Subordination Junior (tel que défini ci-après), LDC (Managers) Limited est dûment mandaté agent des sûretés aux termes de la clause 13.1(b) du Contrat de Subordination Junior, aux fins de représenter les Bénéficiaires pour la mise en place, l'exécution et la réalisation du Contrat (tel que défini ci-après), et du Nantissement (tel que défini ci-après), ce que le Constituant reconnaît et accepte.

IL EST ENSUITE CONVENU CE QUI SUIT :

1. DEFINITIONS, INTERPRETATION ET CONSTRUCTION

1.1 Définitions et Interprétations

- 1.1.1 Les termes et expressions commençant par une majuscule et définis dans les Contrats Loan Notes auront la signification qui leur a été donnée dans les Contrats Loan Notes.

En outre, pour l'application du présent Contrat (y compris ses comparutions, son exposé préalable et ses annexes), sauf stipulation expresse contraire, les termes et expressions commençant par une majuscule auront le sens qui leur est attribué à l'article ou au paragraphe des présentes où ces termes et expressions sont utilisés pour la première fois.

- 1.1.2 Les termes et expressions suivants auront la signification qui leur est attribuée ci-dessous :

« **Bénéficiaire(s)** » désigne collectivement ou, selon le cas, individuellement LDC (Managers) Limited agissant en qualité de *Security Trustee* et les *Secured Parties* représentées par l'agent des sûretés (agissant au nom et pour le compte des *Secured Parties*, tel que ce terme est défini ci-après) au titre du Contrat de Subordination Junior (tel que défini ci-après).

« **Cas de Défaut** » désigne un cas de défaut tel que prévu à l'article 5 des Contrats Loan Notes.

« **Contrat** » désigne le présent contrat de nantissement de parts sociales, y compris ses comparutions, son exposé préalable et ses annexes, tel que ce contrat pourra être ultérieurement amendé, modifié, complété ou reformulé.

« **Contrat de Subordination** » désigne le contrat de subordination conclu en date du 25 août 2017 notamment entre Hamsard 3450 Limited en qualité de Société-Mère (*Parent*), Direct Lending Co-Invest Investments (Luxembourg) S.à r.l., Direct Lending Fund II USD Investments (Luxembourg) S.à r.l., Direct Lending Fund II Investments (Luxembourg) S.à r.l., Direct Lending UK Fund Investments (Luxembourg) S.à r.l. and The Royal Bank of Scotland en qualité d'agent de National Westminster Bank PLC. en qualité de Prêteurs (*Lenders*), Global Loan Agency Services Limited en qualité d'Agent (*Agent*) and GLAS Trust Corporation Limited en qualité d'Agent des Sûretés (*Security Agent*).

« **Contrat de Subordination Junior** » désigne le contrat de droit anglais rédigé en langue anglaise intitulé « *Security Trust & Junior Intercreditor Deed* » en date du 26 août 2017 conclu entre les (i) Obligataires Seniors , (ii) les Obligataires Juniors, (iii) Harmsard 3450 Limited, (iv) les prêteurs au titre du prêt intragroupe, (v) les débiteurs initiaux et (vi) LDC (Managers) Limited en sa qualité de *Security Trustee* et agent des sûretés.

« **Créances Nanties** » désigne toutes créances que le Constituant détient à tout moment à l'encontre de la Société au titre des Fruits et Produits.

« **Date de Transfert** » a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.1.2 ci-après.

« **Documents de Financement** » désigne les *Senior Loan Note Documents* tel que ce terme est défini dans le *Security Trust & Junior Intercreditor Deed*.

« **Experts** » a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.1.3 après.

« **Fruits et Produits** » désigne, à tout moment, tous dividendes, intérêts, accessoires et autres droits ou produits monétaires attachés aux Parts Sociales ainsi que le produit de tous droits provenant des Parts Sociales, soit en espèces, soit en nature, tels que remboursement, primes, attribution gratuite ou autre.

« **Loan Note Guarantee** » a la signification qui lui est attribuée dans le *Security Trust & Junior Intercreditor Deed*.

« **Nantissement de Créances** » désigne le nantissement de créances de second rang constitué sur les Créances Nanties conformément à l'article 2.2 (Nantissement de Créances) du présent Contrat.

« **Nantissement de Parts Sociales** » désigne le nantissement de second rang portant sur les Parts Sociales, consenti par le Constituant au profit des Bénéficiaires en vertu des stipulations de l'article 2.1 (Nantissement de Parts Sociales) du présent Contrat.

« **Nantissement** » désigne ensemble le Nantissement de Créances et le Nantissement de Parts Sociales.

« **Notification** » a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.1.2 ci-après.

« **Notification de Paiement Direct** » désigne la notification qui sera adressée en cas de survenance d'un Cas d'Exigibilité Anticipée à la Société par l'Agent des Sûretés, agissant au nom et pour le compte des Bénéficiaires conformément aux stipulations de l'article 5.1. Un modèle de Notification de Paiement Direct figure en Annexe 3.

« **Obligations Garanties** » désigne toutes obligations de paiement et de remboursement en principal dues ou qui seront dues à tout moment dans le futur par le Constituant au titre du Contrat de Garantie (y compris en cas d'augmentation des engagements du Garant aux termes de celle-ci) et des Documents de Financement (le cas échéant, tels qu'amendés ou prolongés) en sa qualité de Garant (*Guarantor*) au titre du Contrat de Garantie, augmentées de tous intérêts, intérêts capitalisés, intérêts de retard, commissions, pénalités, indemnités, frais et accessoires dus aux termes dudit Contrat de Garantie. Sans préjudice des termes qui précèdent, le montant en principal dû au titre du Contrat de Garantie à la date des présentes est de 23.407.747 (vingt-trois millions quatre-cent sept mille sept-cent quarante-sept Euros).

« **Parts Sociales** » désigne, à la date du présent Contrat et jusqu'au paiement et remboursement intégral et définitif de toutes sommes dues au titre des Obligations Garanties, cent (100) parts sociales numérotées de 1 à 100 émises par la Société et détenues par le Constituant, représentant cent pour cent (100%) du capital et des droits de vote de la Société.

« **Société** » désigne la société Denka Registrations, société à responsabilité limitée ayant son siège situé 130 Boulevard de la Liberté, 59000 Lille, et dont le numéro unique d'identification est le 522 037 571 RCS Lille.

1.2 Interprétation

1.2.1 Toute référence à l'Agent et/ou à l'Agent des Sûretés doit se comprendre, sauf stipulation contraire, comme une référence à celui-ci agissant en son nom et pour son propre compte en qualité de Security Trustee et, selon le cas, en qualité d'agent des sûretés au nom et pour le compte des Bénéficiaires.

1.2.2 Le présent Contrat est un Document de Sûreté aux termes des Documents de Financement

1.2.3 Sauf stipulation contraire, dans le Contrat :

- (i) les références aux articles, paragraphes, alinéas et Annexes doivent être interprétées comme des références aux articles, paragraphes, alinéas et annexes du présent Contrat et les références au Contrat incluent ses comparutions, son exposé préalable et ses annexes ;
- (ii) les mots comportant le pluriel incluent le singulier et vice versa ;
- (iii) les références à une heure de la journée renvoient à l'heure de Paris (sauf stipulation contraire) ;
- (iv) les références à un mois visent :
 - une période commençant un jour d'un mois civil et se terminant le jour numériquement correspondant du mois civil suivant ; ou
 - si ledit jour correspondant du mois civil suivant n'est pas un Jour Ouvré, une période se terminant le premier Jour Ouvré suivant ledit jour correspondant ; ou
 - si, au cours d'un même mois civil, il n'existe aucun Jour Ouvré après ledit jour correspondant, une période se terminant le dernier Jour Ouvré précédant ledit jour correspondant ; ou
 - si la période a commencé le dernier Jour Ouvré d'un mois civil, ou s'il n'existe aucun jour numériquement correspondant lors du mois civil suivant, une période se terminant le dernier Jour Ouvré du mois civil suivant ;
- (v) la référence à une personne englobe ses cessionnaires et successeurs successifs conformément aux termes des Contrats de Loan Notes, du Contrat de Garantie et des autres Documents de Financement ; et
- (vi) la référence à un document vise ce document, tel qu'il pourra être modifié, remplacé par voie de novation ou complété.

2. NANTISSEMENT

2.1 NANTISSEMENT DE PARTS SOCIALES

En garantie du paiement et du remboursement, complet et définitif, de toutes sommes dues au titre des Obligations Garanties, le Constituant affecte irrévocablement, par les présentes, les

Parts Sociales en nantissement de second rang et sans concours au profit de chacun des Bénéficiaires, conformément aux dispositions des articles L.521-1 et suivants du Code de commerce, 2333, 2355 in fine et suivants du Code civil.

2.2 Nantissement de Créances

2.2.1 En garantie du paiement et du remboursement, complet et définitif, de toutes sommes dues au titres des Obligations Garanties et sans préjudice des stipulations de l'article 2.1 ci-dessus, le Constituant affecte irrévocablement, par les présentes les Créances Nanties en nantissement de second rang sans concours au profit de chacun des Bénéficiaires, conformément aux dispositions des articles 2355 et suivants du Code civil et selon les termes et conditions du Contrat.

2.2.2 Conformément aux stipulations de l'article 2359 du Code civil, le Nantissement s'étend aux accessoires des Créances Nanties.

2.2.3 La Société prend acte du Nantissement des Créances consenti en application des stipulations de l'article 2.2 ci-dessus et déclare que, étant Partie au présent Contrat, le Nantissement lui est opposable en application des dispositions de l'article 2362 du Code civil.

3. DECLARATIONS ET GARANTIES

3.1 A la date de signature du présent Contrat, le Constituant déclare et garantit aux Bénéficiaires ce qui suit :

- (i) il détient les Parts Sociales et les Créances Nanties en pleine propriété ;
- (ii) les Parts Sociales ont été entièrement libérées et les Parts Sociales représentent et continueront à représenter cent pour cent du capital et des droits de vote de la Société ;
- (iii) le présent Contrat crée un nantissement valable de second rang sur les Parts Sociales et un nantissement valable de second rang sur les Créances Nanties et le Constituant n'a pas consenti ou laissé subsister de Privilège ou promesse de nantissement sur les Parts Sociales, à l'exception du Nantissement et du nantissement de premier rang consenti par la Société en faveur de Global Loan Agency Services Limited en qualité d'Agent, Glas Trust Corporation Limited en qualité d'Agent des Sûretés et des Prêteurs aux termes d'un contrat de crédits de droit anglais intitulé « *Facilities Agreement* » en date du 26 août 2017, (le « **Nantissement de Premier Rang** ») ;
- (iv) il n'existe aucune option d'achat ou d'échange portant sur tout ou partie des Parts Sociales et des Créances Nanties, ni aucun plan d'option pour la souscription ou l'achat de tout ou partie des Parts Sociales et, plus généralement, il n'existe aucun accord par lequel la Société s'est engagée à émettre de nouvelles valeurs mobilières donnant accès directement ou indirectement à son capital, sous réserve des stipulations des Documents de Financement ;

- (v) la signature du présent Contrat, ainsi que l'exécution des obligations qui en découlent pour lui ne contreviennent à aucune disposition de ses statuts, ni ne violent en aucune façon les lois ou règlements qui lui sont applicables ;
- (vi) le consentement de la Société et de ses associés au Nantissement de Parts Sociales requis par l'article L.223-15 du Code de commerce a été obtenu et demeure en vigueur et aucun agrément n'est requis par les statuts de la Société en cas de réalisation du Nantissement ou de cession, adjudication, attribution conventionnelle ou autre transfert des Parts Sociales qui n'ait été obtenu ;
- (vii) aucune instance judiciaire ou administrative ni aucune autre procédure n'est en cours ou, à la connaissance du Constituant, n'est sur le point d'être intentée contre lui, dont on pourrait attendre qu'elle puisse nuire à la validité ou au caractère exécutoire de ses obligations ou à sa capacité à exécuter ses obligations au titre du présent Contrat ;
- (viii) ~~il n'existe aucun pacte d'actionnaires ni aucun accord ou engagement valable,~~ obligatoire et opposable au Constituant, ni de droit d'agrément, de préemption ou droit similaire susceptible d'empêcher, de retarder ou de limiter l'exécution du présent Contrat ou la réalisation du Nantissement ;
- (ix) les Parts Sociales et les Créances Nanties ne font l'objet d'aucune procédure de saisie ou autre mesure conservatoire ;
- (x) aucun agrément ou autorisation n'est requis des associés de la Société préalablement à la conclusion du présent Contrat, à l'exception du consentement de la Société et de ses associés requis par l'article L.223-15 du Code de commerce, tel que prévu au paragraphe (vi) ci-dessus.

3.2 Les déclarations et garanties mentionnées à l'article 3 (Déclarations et garanties) sont faites à la date des présentes et seront réputées réitérées par le Constituant à chacune des dates auxquelles les déclarations et garanties contenues dans l'un quelconque des Documents de Financement seront réputées réitérées, sur le fondement des faits et circonstances existant à la date considérée et ce pendant toute la durée du Contrat.

4. ENGAGEMENTS

4.1 Obligations d'information

A la date du présent Contrat, et pendant toute la durée du présent Contrat, le Constituant s'engage :

- (i) à tout moment, à transmettre sur demande raisonnable de l'Agent des Sûretés, toute information relative aux Parts Sociales et/ou aux Créances Nanties ;
- (ii) à informer sans délai l'Agent des Sûretés de la survenance de tout événement dont il a connaissance, qui affecterait de manière défavorable :
 - (a) la validité ou le rang du Nantissement ou la possibilité de réaliser

le Nantissement et/ou ;

- (b) les Parts Sociales et/ou les Créances Nanties ;
- (iii) à informer sans délai l'Agent des Sûretés de la survenance de tout événement, dont le Constituant a connaissance, qui rendrait inexacte l'une quelconque des déclarations et garanties figurant à l'article 3 (Déclarations et garanties) ; et
- (iv) à informer sans délai l'Agent des Sûretés du transfert du siège social de la Société hors du ressort du greffe de la juridiction initialement compétente (ou précédemment compétente, selon le cas) en ce qui concerne l'inscription du Nantissement, de sorte que l'Agent des Sûretés puisse procéder en temps utile aux formalités requises en relation avec le Nantissement,

afin de permettre aux Bénéficiaires de préserver et garantir l'effectivité et l'efficacité du Nantissement à leur profit.

4.2 Obligations positives

A la date du présent Contrat, et pendant toute la durée du présent Contrat, le Constituant s'engage :

- (i) à tout moment et à ses frais, et sur demande expresse de l'Agent des Sûretés (agissant, selon le cas, en qualité de *Security Trustee* ou en qualité d'agent des sûretés au nom et pour le compte des Bénéficiaires), à fournir et/ou signer tout document, acte ou attestation nécessaire aux fins (a) de maintenir ou d'assurer la validité ou l'opposabilité du Nantissement (conformément aux stipulations du présent Contrat) et (b) de préserver les droits des Bénéficiaires (y compris vis-à-vis de tout tiers) au titre du Nantissement, et notamment (y) d'étendre les effets du Contrat à toutes les nouvelles parts sociales émises par la Société ou tous Fruits et Produits qui seront susceptibles d'être inclus dans l'assiette du Nantissement conformément aux stipulations du Contrat et (z) en cas de réalisation du Nantissement (en ce compris apporter l'assistance nécessaire à l'Agent des Sûretés ou à l'Expert désigné conformément à l'article 7.1.3 ci-après) ;
- (ii) sous réserve des termes du Nantissement de Premier Rang et du Contrat de Subordination, à signer immédiatement dès réception d'une Notification, tout acte, agréé par l'Agent des Sûretés (selon le cas, en sa qualité de *Security Trustee* ou en qualité d'agent des sûretés au nom et pour le compte des Bénéficiaires), de cession des Parts Sociales au profit des Bénéficiaires, à effectuer, conformément aux dispositions de l'article L.221-14 du Code de commerce, le dépôt d'un original de l'acte de cession concerné au siège social de la Société contre remise d'une attestation de ce dépôt et toutes formalités de publicité auprès du greffe de la juridiction compétente aux fins de rendre le transfert des Parts Sociales effectif et à faire en sorte que les statuts de la Société soient modifiés en conséquence ; et

- (iii) à fournir l'attestation de dépôt visée au paragraphe (ii) ci-dessus dès le dépôt de l'acte de cession concerné.

4.3 Obligations négatives

A la date du présent Contrat, et pendant toute la durée du présent Contrat (dans chaque cas, sauf si l'accord préalable de l'Agent des Sûretés pour y déroger a été obtenu), le Constituant s'engage :

- (i) à ne pas céder, transférer, aliéner ou autrement disposer de tout ou partie des Parts Sociales et à compter de la Notification de Paiement Direct, des Créances Nanties autrement que dans les conditions visées au présent Contrat, dans le Nantissement de Premier Rang et dans les Documents de Financement ;
- (ii) à ne pas exercer les droits de vote attachés à l'une quelconque des Parts Sociales d'une manière qui, et de s'abstenir de faire tout ce qui, serait susceptible d'affecter défavorablement (a) la validité ou l'opposabilité du Nantissement, ou (b) les droits des Bénéficiaires au titre du Nantissement ;
- (iii) à ne consentir aucun Privilège sur les Parts Sociales et/ou les Créances Nanties autrement qu'en faveur des Bénéficiaires et à l'exception du Nantissement de Premier Rang ; et
- (iv) à n'entreprendre aucune démarche ou action qui entraînerait la nullité, l'invalidité, l'illégalité ou la caducité du Nantissement ou qui compromettrait son efficacité.

5. PAIEMENT DIRECT DES CREANCES NANTIES ET DROITS DE VOTE RELATIFS AUX PARTS SOCIALES

5.1 Paiement direct

5.1.1 La Société prend acte du Nantissement des Créances consenti en application des stipulations de l'article 2.2 ci-dessus et déclare que, étant Partie au présent Contrat, le Nantissement lui est opposable en application des dispositions de l'article 2362 du Code civil.

5.1.2 Par exception aux dispositions de l'article 2363 du Code civil, il est convenu entre les Parties que le Constituant pourra, jusqu'à la réception par la Société d'une Notification de Paiement Direct, recevoir paiement des sommes dues au titre des Créances Nanties, sous réserve des stipulations de l'article 5.1.3 ci-dessous.

5.1.3 A tout moment, l'Agent des Sûretés (tant qu'il y aura des sommes dues par le Constituant au titre des Obligations Garanties) aura le droit d'adresser à la Société (avec copie au Constituant) une Notification de Paiement Direct conforme au modèle figurant en Annexe 3 et mettant fin à l'autorisation, pour le Constituant, de recevoir paiement des sommes dues au titres des Créances Nanties conformément aux stipulations de l'article 5.1.2 ci-avant.

5.1.4 A compter de la réception par la Société d'une Notification de Paiement Direct, celle-ci devra, sous réserve des termes du Contrat de Subordination, effectuer tous paiements au titre des Créances Nanties entre les mains des Bénéficiaires (représentés à cet effet par l'Agent

agissant, selon le cas, en qualité de *Security Trustee* ou d'agent des sûretés), qui seuls auront le droit de recevoir paiement des sommes dues au titre des Créances Nanties et les affecter au paiement des Obligations Garanties conformément aux stipulations des Documents de Financement et/ou les conserver à titre de garantie conformément à l'article 2364 du Code civil. Conformément aux dispositions de l'article 2366 du Code civil, s'il a été payé aux Bénéficiaires une somme supérieure aux Obligations Garanties exigibles, la somme égale à la différence sera versée au Constituant dans les dix (10) Jours Ouvrés de la perception par les Bénéficiaires de la somme concernée.

- 5.1.5** Dans l'hypothèse où, à la suite de la réception par la Société d'une Notification de Paiement Direct et nonobstant les stipulations du paragraphe 5.1.4 ci-avant, le Constituant percevrait des sommes directement de la Société et où toutes les sommes dues au titre des Obligations Garanties n'auraient pas été payées et/ou remboursées, le Constituant s'engage à les reverser immédiatement à l'Agent des Sûretés afin que l'Agent des Sûretés les affecte ou les conserve conformément aux stipulations du paragraphe 5.1.4 ci-dessus, sous réserve dans chaque cas des termes du Contrat de Subordination.

5.2 Droits de vote relatifs aux Parts Sociales

Le Constituant exercera librement tous les droits de vote attachés aux Parts Sociales mais, en cas de survenance d'un Cas d'Exigibilité Anticipée, ces droits de vote devront être exercés par le Constituant dans le respect des droits des Créanciers Nantis au titre du Nantissement, et plus généralement du Contrat de Subordination.

6. FORMALITES, ENREGISTREMENT ET INSCRIPTION

- 6.1** Le Nantissement sera publié au registre spécial tenu par le greffe du Tribunal de commerce de Lille, conformément aux dispositions de l'article 2338 du Code civil et du décret n°2006-1804 du 23 décembre 2006, pris pour l'application dudit article 2338 du Code civil et relatif à la publicité du gage sans dépossession, en utilisant à cet effet un bordereau afférent au Nantissement.
- 6.2** Toutes les formalités, notamment d'enregistrement et d'inscription du Nantissement sur le registre spécial susmentionné, seront effectuées à la diligence de l'Agent, aux frais du Constituant. A cet effet, l'Agent est autorisé à déposer au greffe du Tribunal de commerce de Lille un (1) exemplaire du présent Contrat ainsi que deux (2) exemplaires du bordereau visé à l'article 6.1 ci-dessus, substantiellement conformes au modèle figurant en Annexe 1 et dûment complétés.
- 6.3** Le détenteur d'un original du présent Contrat se voit, par les présentes, accorder tous pouvoirs nécessaires à la réalisation des formalités d'inscription du présent Contrat.
- 6.4** En tant que de besoin, l'Agent renouvellera l'inscription du Nantissement auprès du greffe de la juridiction compétente avant l'expiration d'un délai de 5 (cinq) ans à compter de la date d'inscription initiale du Nantissement ou de toute date de renouvellement d'inscription, le cas

échéant.

7. REALISATION

7.1 Réalisation du Nantissement de Parts Sociales

7.1.1 En cas de survenance d'un Cas de Défaut Déclaré et de non-paiement d'une somme quelconque due au titre des Obligations Garanties, les Bénéficiaires (représentés à cet effet, le cas échéant, par l'Agent) pourront, après mise en demeure de payer adressée au Constituant restée sans effet à l'issue d'un délai de trois (3) Jours Ouvrés, exercer tous les droits, actions et privilèges que la loi reconnaît au créancier nanti et poursuivre la réalisation du Nantissement conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, au moyen :

- (a) d'une attribution automatique de la propriété des Parts Sociales, conformément (i) aux dispositions de l'article L.521-3 du Code de commerce et de l'article 2348 du Code civil et (ii) conformément aux stipulations des articles 7.2 à 7.7 ci-dessous ;
- (b) d'une demande d'attribution judiciaire de la propriété des Parts Sociales conformément aux dispositions de l'article L.521-3 du Code de commerce et de l'article 2347 du Code civil ; et/ou
- (c) de la vente publique des Parts Sociales conformément aux dispositions de l'article L.521-3 du Code de commerce.

7.1.2 En cas de réalisation du Nantissement conformément aux stipulations de l'article 7.1.1 (a) ci-dessus, les Parties consentent irrévocablement à ce que les Bénéficiaires représentés, le cas échéant, par l'Agent puissent, sans avoir à recourir à une quelconque procédure d'attribution judiciaire, se voir attribuer automatiquement la propriété de tout ou partie des Parts Sociales conformément aux dispositions de l'article 2348 du Code civil, ce que le Constituant accepte d'ores et déjà. Les Bénéficiaires seront alors autorisés à disposer librement de ces actifs, sous réserve des stipulations des Contrats Loan Notes, du Contrat de Garantie et des autres Documents de Financement.

En particulier, les Bénéficiaires pourront, à l'expiration du délai de mise en demeure de trois (3) Jours Ouvrés visé à l'article 7.1 ci-dessus demeurée sans effet, et après simple notification adressée par l'Agent au Constituant (la « **Notification** »), procéder à l'attribution de tout ou partie des Parts Sociales par transfert en pleine propriété desdites Parts Sociales. Ledit transfert des Parts Sociales aura lieu à la date de réception de la Notification par le Constituant (la « **Date de Transfert** »).

7.1.3 Pour les besoins de la détermination de la valeur des Parts Sociales à la Date de Transfert aux termes de l'article 2348 du Code civil, les Parties consentent irrévocablement à ce que l'expert auquel il est fait référence à l'article 2348 du Code civil soit désigné parmi l'un des établissements suivants (i) KPMG, (ii) EY, (iii) Deloitte ou (iv) PriceWaterhouseCoopers (ensemble, avec tout autre établissement qui se substituerait à l'un ou plusieurs d'entre eux en cas de conflit d'intérêts (tel que visé ci-dessous), les « **Experts** » et individuellement

un « **Expert** »), sous réserve que les Parties considèrent que l'Expert ainsi désigné n'est pas en situation de conflit d'intérêts.

Si :

- (a) selon l'opinion raisonnable de l'une quelconque des Parties, tous les établissements mentionnés ci-dessus s'avèrent tous être en situation de conflit d'intérêts et que cette situation a fait l'objet d'une notification aux autres Parties dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la Date de Transfert ; ou
- (b) tous les établissements mentionnés ci-dessus refusent d'être nommés en tant qu'Expert,

alors, les Parties négocieront, de bonne foi, afin de nommer un expert indépendant qui pourra être tout cabinet d'audit ou une banque d'affaire de premier rang, qui ne sont ni associés ni créanciers du Constituant Ledit expert devra exercer à Paris et devra être nommé dans les cinq (5) Jours Ouvrés à compter, selon le cas, de la notification ou du refus mentionnés aux paragraphes (a) et (b) ci-dessus. Si, à l'expiration de ce délai, les Parties ne choisissent pas d'Expert ou ne parviennent pas à un accord quant au choix de l'Expert, le Président du Tribunal de commerce de Paris sera chargé, à la demande de la Partie qui l'aura saisi en premier, de nommer un Expert parmi d'autres cabinets d'expertise comptable de premier rang exerçant en France. Dans tous les cas, la nomination de l'Expert sera définitive et s'imposera aux Parties.

L'Expert ainsi désigné devra déterminer la valeur des Parts Sociales à la Date de Transfert dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de l'acceptation de sa mission. La décision de l'Expert devra être dûment justifiée et devra s'appuyer sur des éléments précis et documentés et être le résultat de plusieurs méthodes de valorisation généralement retenues pour le même type de parts sociales que les Parts Sociales objets de l'expertise.

L'Expert ainsi désigné devra notifier à l'Agent et au Constituant sa décision de valorisation des Parts Sociales objets de l'expertise, laquelle devra être accompagnée de l'ensemble des documents justificatifs. Cette décision s'imposera aux Parties et ne pourra donner lieu à aucune contestation, sauf erreur manifeste.

7.1.4 Le Constituant s'engage, en cas de réalisation du présent Nantissement, à tenir une assemblée générale des associés de la Société aux fins d'apporter toute modification aux statuts de la Société nécessaire à la réalisation du Nantissement ou nécessaire du fait de la réalisation du Nantissement.

7.1.5 L'Agent (agissant en qualité de *Security Trustee* ou, selon le cas, agissant au nom et pour le compte des Bénéficiaires) pourra exercer tout droit visé au présent article 7.1 (Réalisation du Nantissement de Parts Sociales) sans avoir à épuiser préalablement les recours dont les Bénéficiaires pourraient disposer par ailleurs contre le Constituant, toute caution, tout garant ou toute autre personne, ni avoir à mettre en jeu préalablement toutes autres sûretés que les Bénéficiaires pourraient détenir par ailleurs. Le Constituant dispense, en tant que de besoin,

l'Agent de toute mise en demeure, notification, demande ou autre formalité autres que celles visées au présent article 7.1 (Réalisation du Nantissement de Parts Sociales).

- 7.1.6** En cas d'attribution conventionnelle des Parts Sociales, celles-ci seront réparties entre les Bénéficiaires au *pro rata* de leurs droits respectifs au titre des Obligations Garanties.**7.1.7** Les Parties ne pourront en aucun cas être tenues pour responsables des valeurs retenues pour la réalisation du Nantissement. Les frais résultant de la réalisation du Nantissement demeureront à la charge du Constituant.

7.2 Réalisation du Nantissement des Créances Nanties

Sans préjudice de la faculté des Bénéficiaires d'avoir recours aux autres voies de réalisation de Nantissement de Créances prévues par la loi et conformément aux dispositions de l'article 2365 du Code civil, les Bénéficiaires pourront, à l'expiration d'un délai de mise en demeure de trois (3) Jours Ouvrés demeurée sans effet, et après simple notification adressée par l'Agent au Constituant, procéder à l'attribution de tout ou partie des Créances Nanties par transfert en pleine propriété desdites Créances Nanties et ce, sans avoir à épuiser préalablement les autres recours dont ils pourraient disposer, ni à mettre en œuvre d'autres sûretés ou garanties dont ils pourraient bénéficier par ailleurs.

8. REPARTITION DU PRODUIT DE REALISATION

Toute somme perçue par les Bénéficiaires au titre du produit de la réalisation du Nantissement aux fins de paiement et/ou de remboursement de toutes sommes dues au titre des Obligations Garanties sera répartie entre les Bénéficiaires conformément aux termes du Contrat de Subordination. De même, le paiement de toute soulte sera régi selon les stipulations du Contrat de Subordination.

9. DUREE

- 9.1** Le présent Contrat et les obligations de chacune des Parties au titre du présent Contrat demeureront en vigueur et produiront tous leurs effets jusqu'à la première des dates suivantes : (i) la date à laquelle toutes les sommes dues aux Bénéficiaires au titre des Obligations Garanties auront été intégralement et définitivement remboursées, payées et acquittées de manière inconditionnelle et irrévocable et (ii) la date à laquelle l'Agent (agissant sur instructions de tous les Bénéficiaires) donne son accord à la résiliation du présent Contrat et du Nantissement.
- 9.2** L'Agent s'engage (en qualité de *Security Trustee* ou, selon les cas, au nom et pour le compte des Bénéficiaires), à la demande du Constituant et à ses frais, à donner mainlevée du Nantissement dans les meilleurs délais dès que les conditions prévues à l'article 9.1 ci-dessus auront été satisfaites.

10. CESSIONNAIRES ET AYANTS DROIT

- 10.1** Le Constituant ne peut en aucun cas céder ou transférer la totalité ou une partie de ses droits et obligations au titre du présent Contrat et du Nantissement qui en résulte.

10.2 Les Bénéficiaires pourront céder leurs droits et/ou leurs droits et obligations au titre du présent Contrat et/ou du Nantissement conformément aux stipulations des Contrats Loan Notes, du Contrat de Garantie et des autres Documents de Financement. Le Constituant reconnaît expressément que les droits et prérogatives des Bénéficiaires au titre du présent Contrat et du Nantissement bénéficieront de plein droit à leurs cessionnaires et ayants droit à compter de de leur adhésion aux Documents de Financement.

10.3 En cas de cession par un Bénéficiaire de tout ou partie de ses droits et/ou obligations au titre des Obligations Garanties, ou en cas de subrogation de toute personne dans lesdits droits et/ou obligations, conformément aux stipulations des Contrats Loan Notes et du Contrat de Garantie, le bénéficiaire de la cession ou de la subrogation bénéficiera des droits découlant du présent Contrat qui demeurent attachés aux droits résultant des Obligations Garanties. En tant que de besoin, il est précisé que toute référence aux Bénéficiaires inclut tout bénéficiaire d'une telle cession, d'un tel transfert ou d'une telle subrogation, ce que le Constituant reconnaît et accepte expressément.

En cas de remplacement de LDC (Managers) Limited en sa qualité de *Security Trustee* ou d'agent des sûretés aux termes de la clause 13.1(b) du Contrat de Subordination Junior conformément aux stipulations dudit Contrat de Subordination, son/ses successeur(s) sera(ont) considéré(s) de plein droit comme Agent et/ou Agent des Sûretés, selon le cas, aux fins du Contrat, ce(s) dernier(s) reprenant les missions et prérogatives de son(leur) prédécesseur(s) à l'identique de ce qui était convenu avec les Bénéficiaires, et accepté par le Constituant à la date du remplacement de l'Agent et/ou de l'Agent des Sûretés.

10.4 En tant que de besoin, en cas de cession de tout ou partie de leurs droits et/ou obligations, dans les conditions prévues au présent article 10 (Cessionnaires et ayants droit), l'intégralité des droits et privilèges qui découlent du Nantissement bénéficiera de manière pleine et entière aux successeurs ou cessionnaires respectifs désignés de l'un quelconque des Bénéficiaires.

11. STIPULATIONS DIVERSES

11.1 Le présent Contrat et le Nantissement n'excluent ni ne limitent de quelque façon que ce soit les droits des Bénéficiaires et n'affectent pas la nature ou l'étendue des obligations qui existent ou pourraient exister entre le Constituant et les Bénéficiaires. Les droits, actions et privilèges au titre du présent Contrat et du Nantissement sont cumulatifs et n'excluent pas l'exercice de tout autre droit, action ou privilège octroyé par la loi ou consenti au titre de tout autre contrat conclu entre les Parties.

11.2 Le fait qu'un Bénéficiaire n'exerce pas l'un quelconque des droits dont les Bénéficiaires bénéficient au titre du présent Contrat ou qu'il l'exerce tardivement ou partiellement ne vaut pas renonciation à celui-ci.

11.3 Au cas où l'une quelconque des stipulations du présent Contrat est ou deviendrait nulle, inopposable, caduque, illégale ou inapplicable, il est convenu, sous réserve des dispositions légales et réglementaires impératives applicables, que les autres stipulations des présentes

resteront licites, valables, applicables et opposables aux Parties, indépendamment des stipulations nulles, inopposables, caduques, illégales ou inapplicables.

- 11.4** Les Bénéficiaires ne seront en aucun cas responsables envers le Constituant ou ses ayants droit, ensemble ou séparément, de l'exercice tardif ou du manquement à l'exercice des droits dont ils disposent au titre du présent Contrat.
- 11.5** S'il reste des sommes dues par le Constituant au titre des Obligations Garanties, le Nantissement s'appliquera de plein droit nonobstant toute nullité, irrégularité, inopposabilité ou absence de caractère exécutoire de tout ou partie des Documents de Financement, notamment en garantie de toute obligation de restitution à la charge du Constituant.
- 11.6** Le Contrat et le Nantissement sont irrévocables et s'appliqueront de plein droit en cas de renouvellement ou prorogation des Obligations Garanties, et nonobstant toute novation ou autre modification des Obligations Garanties.
- 11.7** Dans la mesure où l'une des stipulations des présentes serait en contradiction avec l'une quelconque des stipulations de la Convention de Subordination, les stipulations du Contrat de Subordination prévaudront entre les Parties.

12. INDEMNITES, FRAIS ET TAXES

Les indemnités et frais au titre du présent Contrat et/ou du Nantissement et les impôts et taxes y afférents, dans la mesure où le Contrat de Garantie et/ou tout autre Document de Financement en prévoit le remboursement par le Constituant, raisonnables et dûment documentés, seront payés par le Constituant ou remboursés dans les meilleurs délais à première demande en ce sens de l'Agent (agissant en qualité de *Security Trustee* ou, selon le cas, en qualité d'agent des sûretés au nom et pour le compte des Bénéficiaires) dès lors que celui-ci a dû, le cas échéant, faire l'avance au Constituant de ces sommes.

13. NOTIFICATIONS

- 13.1** Toute notification, demande ou communication devant être effectuée par une Partie à une autre Partie en vertu du présent Contrat et du Nantissement devra être effectuée (sauf si la Partie destinataire a notifié aux autres Parties une autre adresse avec un préavis de quinze (15) jours calendaires) à l'adresse de cette Partie mentionnée à l'article 13.2 ci-dessous.

Toutes les notifications, demandes, ou communications pouvant ou devant être effectuées entre les Parties (autres qu'entre l'Agent des Sûretés et les Bénéficiaires) en exécution du Contrat, seront effectuées par écrit et, sauf stipulation contraire du Contrat, remises en mains propres ou envoyées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par courriel ; ces notifications seront effectives et produiront leur effet (i) pour une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la date de première présentation, (ii) pour une remise en main propre, lorsqu'une décharge aura été remise par le destinataire et (iii) par courriel.

Les notifications entre l'Agent des Sûretés et les Bénéficiaires seront faites par tout moyen à leur convenance.

13.2 Toute notification, demande ou communication devant être faite et tout document devant être délivré, par une Partie à une autre Partie, en exécution du présent Contrat et du Nantissement, sera faite et délivrée :

(i) s'il s'agit du Constituant, à :

PELSIS HOLDING (UK) LIMITED

Sterling House

Grimbald Crag Close

Knaresborough

HG5 8PJ North Yorkshire

A l'attention de Peter MANGION

Téléphone : +44 (0)800 988 5359

Email : Peter.Mangion@pelsis.com

(ii) s'il s'agit des Bénéficiaires (ou de l'un d'entre eux, en ce compris le *Security Trustee*) à :

LDC (Managers) Limited

1 City Square, Leeds, LS1 2ES

A l'attention de Dale Alderson

Email : DAlderson@ldc.co.uk

14. ABSENCE D'IMPREVISION

Les Parties conviennent par les présentes que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à leurs obligations au titre des présentes sont écartées et reconnaissent qu'elles ne seront pas autorisées à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

15. LOI APPLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

15.1 Le présent Contrat est soumis au droit français.

15.2 Tout litige relatif au présent Contrat sera porté en première instance devant le Tribunal de commerce de Paris.

ANNEXE 1 - LISTE DES BENEFICIAIRES A LA DATE DES PRESENTES

Dénomination/Nom	Adresse	Numéro d'immatriculation et juridiction (le cas échéant)
Obligataires A1 Loan Note		
LDC VI LP (held by LDC (Nominees) Limited)	39 Queens Road, Aberdeen, AB15 4ZN	SL029406
LDC Parallel VI LP (held by LDC Parallel (Nominees) Limited)	39 Queens Road, Aberdeen, AB15 4ZN	SL029401
Direct Lending Fund II Investments (Luxembourg) S.à r.l.	24, rue Beaumont L-1219 Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg	Luxembourg
Direct Lending Fund II USD Investments (Luxembourg) S.à r.l.	24, rue Beaumont L-1219 Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg	Luxembourg
Direct Lending Co-Invest Investments (Luxembourg) S.à r.l.	24, rue Beaumont L-1219 Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg	Luxembourg
Direct Lending UK Fund Investments (Luxembourg) S.à r.l.	24, rue Beaumont L-1219 Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg	Luxembourg
Obligataires B1 Loan Note		
Felio bvba	Charleslei 32, 2930 Brasschaat, Belgium	Belgium
Christopher Thomas	The Moorings, 118 Panorama Road, Sandbanks, Poole, Dorset, BH13 7RJ	Royaume-Uni
Susan Elizabeth Thomas	The Moorings, 118 Panorama Road, Sandbanks, Poole, Dorset, BH13 7RJ	Royaume-Uni
Peter Anthony Mangion	Clareton Manor Barn, Clareton Lane, Coneythorpe, Knaresborough HG5 0SA	Royaume-Uni
Claire Elizabeth Larcombe	8 Wharfe View, Pool-in-Wharfedale, West Yorkshire LS21 1NF	Royaume-Uni

Dénomination/Nom	Adresse	Numéro d'immatriculation et juridiction (le cas échéant)
Nicolas Stephane Frederic Fournier	15 Church Lane, Adel, Leeds LS16 8DB	Royaume-Uni
Jorgen Marc Faber	Hugo de Vrieslaan 91, 2341 NV Oegstgeest, The Netherlands	Royaume-Uni
Nigel Mark Lowry	2 Park Drive Nottingham NG7 1DA	Royaume-Uni
Security Trustee		
LDC (Managers) Limited	One Vine Street, Londres, W1J 0AH	20495714

En ce compris tout cessionnaire, successeur ou ayant-droit de l'un quelconque des Bénéficiaires, ainsi que tout *Delegate* et *Receiver* (tel que chacun de ces termes est défini dans le Contrat de Subordination Junior).

**ANNEXE 2 - MODELE DE BORDEREAU D'INSCRIPTION A DEPOSER AU GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE**

**BORDEREAU D'INSCRIPTION DE NANTISSEMENT DE PARTS SOCIALES
(hors nantissement de parts sociales de sociétés civiles)**

(articles 2355 *in fine* et 2333 et suivants du Code civil,
décret n°2006-1804 du 23 décembre 2006 et
arrêté du 1^{er} février 2007 relatif à la nomenclature visée à l'article 2 (6°)
du décret n°2006-1804)

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE NICE

TEXTE DU BORDEREAU (mentions obligatoires)	Cadre réservé au Greffier du Tribunal
<u>1° Constituant du nantissement :</u> Dénomination sociale : Pelsis Holding UK Limited Forme juridique : Société de droit anglais Adresse du siège social : Sterling House, Grimbald Crag Close, Knaresborough, HG5 8PJ North Yorkshire Numéro unique d'identification : 07017720 <u>2° Créanciers nantis :</u> LDC (Managers) Limited, une société de droit anglais dont le siège social est One Vine Street, Londres, W1J 0AH, et dont le numéro unique d'identification est le 02495714 en sa qualité de Security Trustee; Obligataires A1 Loan Note LDC VI LP (held by LDC (Nominees) Limited, une société de droit anglais dont le siège social est situé 39 Queens Road, Aberdeen, AB15 4ZN, et dont le numéro unique d'identification est le SL029406. LDC Parallel VI LP (détenue par LDC Parallel (Nominees) Limited), une société de droit anglais dont le siège social est situé 39 Queens Road, Aberdeen, AB15 4ZN et dont le numéro unique d'identification est SL029401. Direct Lending Fund II Investments (Luxembourg) S.à r.l., une société de droit luxembourgeois dont le siège social est situé 24, rue Beaumont L-1219 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Direct Lending Fund II USD Investments (Luxembourg) S.à r.l., une société de droit luxembourgeois dont le siège social est situé 24, rue Beaumont L-1219 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.	Mention d'inscription :

Direct Lending Co-Invest Investments (Luxembourg) S.à r.l., une société de droit luxembourgeois dont le siège est situé 24, rue Beaumont L-1219 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Direct Lending UK Fund Investments (Luxembourg) S.à r.l., une société de droit luxembourgeois dont le siège social est situé 24, rue Beaumont L-1219 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Obligataires Loan Note B1

Felio bvba Charleslei domicilié au 32, 2930 Brasschaat, Belgique.

Christopher Thomas domicilié au The Moorings, 118 Panorama Road, Sandbanks, Poole, Dorset, BH13 7RJ, Royaume-Uni.

Susan Elizabeth Thomas domiciliée au The Moorings, 118 Panorama Road, Sandbanks, Poole, Dorset, BH13 7RJ, Royaume-Uni.

Peter Anthony Mangion domicilié au Clareton Manor Barn, Clareton Lane, Coneythorpe,

Knaresborough HG5 0SA, Royaume-Uni.

Claire Elizabeth Larcombe domiciliée au 8 Wharfe View, Pool-in-Wharfedale, West Yorkshire LS21 1NF, Royaume-Uni.

Nicolas Stephane Frederic Fournier domicilié au 15 Church Lane, Adel, Leeds LS16 8DB, Royaume-Uni.

Jorgen Marc Faber domicilié au Hugo de Vrieslaan 91, 2341 NV Oegstgeest, Hollande.

Nigel Mark Lowry domicilié au 2 Park Drive, Nottingham NG7 1DA, Royaume-Uni.

En ce compris tout cessionnaire, successeur ou ayant-droit de l'un quelconque des Créanciers Nantis, ainsi que tout Delegate et Receiver (tel que chacun de ces termes est défini dans le Contrat de Subordination Junior).

3° Date de l'acte constitutif de la sûreté :

Contrat de nantissement de parts sociales de second rang en date du 24 Novembre 2017 (le « **Contrat de Nantissement** »)

Adresse du siège social :

130 Boulevard de la Liberté, 59000 Lille

Numéro unique d'identification :

522 037 571 RCS Lille

Nombre de parts sociales nanties :

100 parts sociales numérotées de 1 à 100, représentant 100% du capital et des droits de vote de Denka Registrations à la date du 24 Novembre 2017

Valeur nominale unitaire des parts sociales nanties :

€ 100

4° Caractéristiques des créances garanties :

Montant des créances garanties en principal :

toutes obligations de paiement et de remboursement en principal dues ou qui seront dues à tout moment dans le futur par le Constituant au titre du Contrat de Garantie (y compris en cas d'augmentation des engagements du Garant aux termes de celle-ci) et des Documents de Financement (le cas échéant, tels qu'amendés ou prolongés) en sa qualité de Garant (*Guarantor*) au titre du Contrat de Garantie, augmentées de tous intérêts, intérêts capitalisés, intérêts de retard, commissions, pénalités, indemnités, frais et accessoires dus aux termes dudit Contrat de Garantie. Sans préjudice des termes qui précèdent, le montant en principal dû au titre du Contrat de Garantie à la date des présentes est de 23.407.747 (vingt-trois millions quatre-cent sept mille sept-cent quarante-sept Euros).

Mention de l'existence d'un pacte comissoire :

OUI

Détermination des créances futures :

NON APPLICABLE

5° Société dont les parts sociales sont nanties :

Dénomination sociale :

Denka Registrations

Forme juridique :

Société à responsabilité limitée

6° Catégorie à laquelle le bien affecté en garantie appartient :

Par référence à une nomenclature fixée par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, du 1^{er} février 2007, les parts sociales affectées en garantie appartiennent à la catégorie n°12.

Autres mentions :

Autres mentions :

Annexe 3 – Modèle de Notification de Paiement Direct

De : LDC (Managers) Limited

A: Denka Registrations S.a.r.l

A l'attention de : [_____]

Avec copie à : PELSIS HOLDING (UK) LIMITED

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception

Date: _____

Messieurs,

Nous faisons référence à un contrat de nantissement de parts sociales de second rang en date du [_____] (ci-après le « **Contrat de Nantissement de Parts Sociales** ») notamment conclu entre (i) Pelsis Holding (UK) Limited en qualité de Constituant, (ii) Denka Registrations en qualité de Société, (iii) LDC (Managers) Limited en qualité de Bénéficiaire en sa capacité de *Security Trustee* et agissant en qualité d'agent des sûretés au nom et pour le compte des Bénéficiaires, au titre duquel le Constituant a nanti en faveur des Bénéficiaires ses Créances Nanties à votre encontre.

Les termes et expressions commençant par une majuscule et utilisés dans la présente notification auront la signification qui leur est donné dans le Contrat de Nantissement de Créances.

La présente notification vous est adressée en votre qualité de Société au titre du Contrat de Nantissement de Parts Sociales et constitue une Notification de Paiement Direct.

Conformément aux stipulations de l'article 5.1.4 du Contrat de Nantissement de Parts Sociales, et à compter de la réception par vous de la présente Notification de Paiement Direct, le règlement de vos dettes au titre des Créances Nanties devra être effectué à notre bénéfice, pour le compte des Bénéficiaires, par virement au compte dont les références sont les suivantes :

[RÉFÉRENCES DU COMPTE BANCAIRE].

Nous vous prions, Messieurs, d'agréer l'expression de nos salutations distinguées.

LDC (Managers) Limited

Par : [_____], dûment habilité à l'effet des présentes

SIGNATAIRES DU CONTRAT DE NANTISSEMENT DE PARTS SOCIALES

Fait à Leeds, le 24 Novembre 2017, en cinq (5) exemplaires originaux, dont un (1) exemplaire aux fins d'enregistrement et d'inscription auprès du greffe du tribunal de commerce de Lille.

LE CONSTITUANT

PELSIS HOLDING (UK) LIMITED

Par : Peter MANGION, dûment habilité à l'effet des présentes

LA SOCIETE

DENKA REGISTRATIONS

Par : Peter MANGION, dûment habilité à l'effet des présentes

SIGNATAIRES DU CONTRAT DE NANTISSEMENT DE PARTS SOCIALES

Fait à Leeds, le 24 Novembre 2017, en cinq (5) exemplaires originaux, dont un (1) exemplaire
aux fins d'enregistrement et d'inscription auprès du greffe du tribunal de commerce de Lille.

LE CONSTITUANT



PELSIS HOLDING (UK) LIMITED

Par : Peter MANGION, dûment habilité à l'effet des présentes

LA SOCIETE



DENKA REGISTRATIONS

Par : Peter MANGION, dûment habilité à l'effet des présentes



LES BENEFICIAIRES

[REDACTED]

LDC (Managers) Limited

En sa qualité de *Security Trustee*

Par : Dale Alderson, dûment habilités à l'effet des présentes

[REDACTED]

LDC (Managers) Limited

En sa qualité d'agent des sûretés, agissant au nom et pour le compte des Bénéficiaires

Par : Dale Alderson, dûment habilités à l'effet des présentes

Squire Patton Boggs (UK) LLP
6 Wellington Place
Leeds
LS1 4AP
England

FAO James Washington

November 29th, 2017

Number of documents: 1

Reference No.: Translation of a French security document to English [I-EUR.FID8833755]

AFFIDAVIT OF ACCURACY

I, William Boletta, professional translator of Lingvo House Translation Services Ltd, registered at 131/133 Cannon Street, EC4N 5AX, London, UK, with registered number 6737511, do hereby declare that I am fully competent in both the English and French languages and that attached hereto is a true translation of the document presented to me from French into English to the best of my knowledge and belief.

Signature: *William Boletta*

W. Boletta



Institute of Translation & Interpreting



Agreement for a Second-Tier Pledge of Shares
dated 24 November 2017

between

PELSIS HOLDING (UK) LIMITED
as Principal

and

LDC (Managers) Limited
as Security Trustee, in its name and on its behalf,

and

The Secured Parties
Represented by LDC (Managers) as a security agent

(together, the '**Beneficiaries**')

SQUIRE 
PATTON BOGGS

THIS AGREEMENT FOR A PLEDGE OF SHARES AS COLLATERAL SECURITY IS CONCLUDED ON 24 NOVEMBER 2017.

Between the undersigned:

1. **PELSIS HOLDING (UK) LIMITED**, a company incorporated under English law, whose registered office is Sterling House, Grimbald Crag Close, Knaresborough; HG5 8PJ North Yorkshire, whose unique identification number is 07017720, represented by Mr Peter MANGION duly authorized to the effect hereof, as principal (the '**Principal**');
2. **LDC (Managers) Limited**, a company incorporated under English law, whose registered office is One Vine Street, London, W1J 0AH and whose unique identification number is 02495714, as a beneficiary in its capacity as Security Trustee, Represented by Mr. Dale Alderson, duly authorized for the purpose hereof;
3. **The Secured Parties** (as that term is defined in the Junior Subordination Agreement, as defined below), including any Receiver and Delegate (s each of these terms is defined in the Junior Subordination Agreement), any assignee, successor and entitled party, all represented by LDC (Managers) Limited as security agent, acting for and on behalf of the Secured Parties.

The parties referred to in the three paragraphs above will be collectively referred to as the '**Parties**' and each individually as a '**Party**'.

BEING PREVIOUSLY STATED AS FOLLOWS:

- A. Under an English legal contract written in English entitled 'A1 Loan Note Instrument', dated 26 August 2017, Hamsard 3468 Limited issued bonds for a total amount of 21,973,263 euros (the '**A1 Loan Note**') and under an English legal contract written in English entitled 'B1 Loan Note Instrument', dated 26 August 2017, Hamsard 3468 Limited issued bonds for a total amount of 1,434,484 euros (the '**B1 Loan Note**') (together, the '**Loan Note Agreements**').
- B. Under an English legal contract written in English entitled 'Loan Note Guarantee', dated 26 August 2017 concluded, inter alia, with LDC (Managers) Limited as Security Trustee (the '**Guarantee Agreement**'), the Principal vouched for the performance by Hamsard 3468 Limited of its obligations, including under the Loan Note Agreements. The Principal joined the Guarantee Agreement under the terms of an Accession Deed. It was agreed that the Principal consent in favour of the Beneficiaries (as defined below) to a second-tier Pledge on the Shares (as defined below) as security and warranty for its obligations as guarantor.
- C. In accordance with the provisions of the Junior Subordination Agreement (as defined below), LDC (Managers) Limited is duly mandated as security agent under section 13.1 (b) of the Junior Subordination Agreement, in order to represent the Beneficiaries in establishing, implementing and carrying out the Agreement (as defined below), and the Pledge (as defined below), which the Principal recognises and accepts.

IT IS AGREED AS FOLLOWS:

1. DEFINITIONS, INTERPRETATION, AND STRUCTURE

1.1. Definitions and Interpretations

- 1.1.1 The terms and expressions capitalised and defined in the Loan Note Agreements shall have the meanings given to them in the Loan Note Agreements.

In addition, for the purposes of this Agreement (including its appearances, prior statement and annexes), unless expressly stated otherwise, the terms and expressions capitalised will have the meaning given to them in the article or paragraph hereof where these terms are used for the first time.

- 1.1.2 The following terms and expressions shall have the meanings assigned to them below.

‘Beneficiary’ refers collectively or, as appropriate individually, to LDC (Managers) Limited, acting as Security Trustee, and the Secured Parties, represented by the Security Agent (acting on behalf and for the account of the Secured Parties, as this term is defined below) under the Junior Subordination Agreement (as defined below).

‘Incidence of Default’ means an incidence of default as provided in section 5 of the Loan Note Agreements.

‘Agreement’ means this pledge of shares agreement, including its appearances, prior statement and annexes, as this agreement may be subsequently amended, modified, supplemented or restated.

‘Subordination Agreement’ means the subordination agreement entered into on 25 August 2017, especially between Hamsard 3450 Limited as Parent Company, Direct Lending Co-Invest Investments (Luxembourg) SARL, Direct Lending Fund II Investments (Luxembourg) SARL, Direct Lending Investments Fund II (Luxembourg) SARL, Direct Lending UK Fund Investments (Luxembourg) SARL, and the Royal Bank of Scotland as agent of the National Westminster Bank PLC, as Lenders, Global Loan Agency Services Limited acting as Agent, and GLAS Trust Corporation Limited, as Security Agent.

‘Junior Subordination Agreement’ refers to the English legal contract written in English entitled ‘Security Trust & Junior Intercreditor Deed’, dated 26 August 2017, entered into between the (i) Senior Bondholders, (ii) the Junior Bondholders, (iii) Harmsard 3450 Limited, (iv) the lenders under the intra-group loan, (v) the original debtors, and (vi) LDC (Managers) Limited in its capacity as Security Trustee and security agent.

‘Pledged Receivables’ means all claims that the Principal holds at any time against the Company as Revenue and Capital Returns

‘Transfer Date’ has the meaning it is given in section 7.1.2 below.

‘Financing Documents’ means Senior Loan Note Documents, as that term is defined in the Security Trust & Junior Intercreditor Deed.

'Experts' has the meaning it is given in section 7.1.3 below.

'Revenue and Capital Returns' means, at any time, all dividends, interest, and other rights or monetary returns attached to the Shares and the proceeds of any rights arising from the Shares, whether in cash or in kind, such as reimbursement, bonuses, free allocation, or others.

'Loan Note Guarantee' has the meaning it is given in the Security Trust & Junior Intercreditor Deed.

'Pledge of Receivables' means the second-tier pledged receivables pursuant to section 2.2 (Pledge of Receivables) of this Agreement.

'Pledge of Shares' means the second-tier pledge in respect of the Shares, consented by the Principal in favour of the Beneficiaries pursuant to the provisions of section 2.1 (Pledge of Shares) of this Agreement

'Pledge' means the Pledge of Receivables and the Pledge of Shares taken together.

'Notification' has the meaning it is given in section 7.1.2 below.

'Direct Payment Notification' means the notification that will be sent upon the occurrence of an Event of Early Repayment to the Company by the Security Agent, acting in the name and on behalf of the Beneficiaries, in accordance with the provisions of section 5.1. A Direct Payment Notification sample is provided in Annex 3.

'Secured Obligations' means all obligations for payment and repayment of principal due or to become due at any time in the future by the Principal under the Guarantee Agreement (including in the event of increase of the commitments of Guarantor under these provisions), and the Financing Documents (if applicable, as amended or extended), in its capacity as Guarantor under the Guarantee Agreement, plus any interest, capitalised interest, default interest, fees, penalties, allowances, costs and accessories owed under the said Guarantee Agreement. Notwithstanding the foregoing provisions, the principal amount due under the Guarantee Agreement as of the date hereof is €23,407,747 (twenty-three million four hundred seven thousand seven hundred and forty-seven euros).

'Shares' means, as of the date of this Agreement and until the payment and full and final repayment of all amounts due in respect of the Secured Obligations, one hundred (100) shares numbered from 1 to 100, issued by the Company and held by the Principal, representing one hundred percent (100%) of the capital and voting rights of the Company.

'Company' means the Denka Registrations company, a limited liability company with its head office at 130 Boulevard de la Liberté, Lille 59000, with the unique identification number 522 037 571 in the Trade and Companies Register of Lille.

1.2. Interpretation

- 1.2.1** Any reference to the Agent and/or the Security Agent shall be understood, unless otherwise stated, as a reference to the latter acting on its behalf and for its own account as Security Trustee and, as the case may be, as security agent in the name and on behalf of the Beneficiaries.

1.2.2 This Contract is a Security Document under the provisions of the Financing Documents.

1.2.3 Unless otherwise stipulated in the Agreement:

- (i) references to sections, subsections, paragraphs and annexes shall be construed as references to sections, subsections, paragraphs and annexes to this Agreement and references to the Agreement include its appearances, its prior statement, and its annexes;
- (ii) words in the plural include the singular and vice versa;
- (iii) references to a time of day refer to Paris time (except when specified otherwise);
- (iv) references to a month mean:
 - a period starting on one day of a calendar month and ending on the day corresponding numerically the following calendar month; or
 - if said day of the next calendar month is not a Business Day, a period ending on the first Business Day following said day; or
 - if during the same calendar month there is no Business Day after the said corresponding day, a period ending on the last Business Day preceding the said corresponding day; or
 - if the period began on the last Business Day of a calendar month, or if there is no numerically corresponding day in the next calendar month, a period ending on the last Business Day of the following calendar month;
- (iv) references to a person include assignees and successors in accordance with the provisions of the Loan Note Agreements, of the Guarantee Agreement, and the other Financing Documents; and
- (v) references to a document refer to this document, as it may be modified, substituted or supplemented.

2. PLEDGE

2.1 PLEDGE OF SHARES

As security for the payment and repayment, full and final, of all amounts due under the Secured Obligations, the Principal irrevocably assigns hereby the Shares of the second-tier pledge unencumbered to the benefit of each of the Beneficiaries, in accordance with the provisions of Articles L.521-1 et seq of the Commercial Code, 2333, 2355 in fine et seq of the Civil Code.

2.2. Pledge of Receivables

2.2.1 As security for the payment and repayment, full and final, of all amounts due under the Secured Obligations and notwithstanding the provisions of section 2.1 above, the Principal irrevocably assigns hereby the Pledged Receivables of the second-tier pledge unencumbered for the benefit of each of the

Beneficiaries in accordance with the provisions of Articles 2355 et seq of the Civil Code and under the terms and conditions of the Agreement.

2.2.2 In accordance with the provisions of Article 2359 of the Civil Code, the Pledge extends to accessories of the Pledged Receivables

2.2.3 The Company acknowledges the Pledge of Receivables made pursuant to the provisions of section 2.2 above and states that, being party to this Agreement, the Pledge is enforceable against it pursuant to Article 2362 of the Civil Code.

3. DECLARATIONS AND WARRANTIES

3.1. As of the date of signing of this Agreement, the Principal declares and warrants to the Beneficiaries as follows:

- (i) it holds the Shares and Pledged Receivables in full ownership;
- (ii) the Shares have been fully paid up, and the Shares represent and will continue to represent one hundred percent of the share capital and votes of the Company;
- (iii) this Agreement creates a valid second-tier pledge of the Shares and a valid second-tier pledge the Pledged Receivables, and the Principal has not consented to or allowed to remain in place any Lien or promise of pledge on the Shares with the exception of the Pledge and the senior pledge consented to by the Company in favour of Global Loan Agency Services Limited as Agent, Glas Trust Corporation Limited as Security Agent, and the Lenders, according to the provisions of a credit agreement according to English law entitled 'Facilities Agreement', dated 26 August 2017, (the '**Senior Pledge**');
- (iv) there is no option to purchase or exchange all or part of the Shares and Pledged Receivables or any stock option plan for the subscription or purchase of all or part of the Shares and, more generally, there is no agreement whereby the Company has agreed to issue new securities giving direct or indirect access to capital, subject to the provisions of the Financing Documents;
- (v) the signing of this Agreement and the performance of obligations arising from it do not contravene any provision of its Articles of Association, nor violent in any way the laws or regulations applicable to it;
- (vi) the consent of the Company and of its shareholders to the Pledge of Shares required by Article L.223-15 of the Commercial Code has been obtained and remains in effect and no approval is required by the Articles of Association of the Company in case of enforcement of the Pledge or of assignment, award, conventional allotment or other transfer of Shares which has been made,
- (vii) no judicial or administrative proceedings or other proceedings are pending or, to the knowledge of the Principal, are about to be brought against it that would be expected to impair

validity or enforceability of its obligations or of its ability to perform its obligations under this Agreement;

- (vii) there are no shareholders' agreements or any valid agreements or commitments that are binding and enforceable against the Principal, nor any right of approval, pre-emption or similar right that may prevent, delay, or limit the performance of this Agreement or the enforcement of the Pledge;
- (ix) the Shares and the Pledged Receivables are not subject to any seizure procedure or other protective measures;
- (x) no approval or authorisation is required by members of the Company prior to the conclusion of this Agreement, except for the consent of the Company and its shareholders that is required by Article L 223-15 of the Commercial Code, as provided in paragraph (vi) above.

3.2. The declarations and warranties set out in section 3 (Declarations and Warranties) are made as of the date hereof and shall be deemed repeated by the Principal for each of the dates on which the declarations and warranties contained in any of the Finance Documents shall be deemed repeated, on the basis of facts and circumstances existing at the relevant time and for the duration of the Agreement.

4. COMMITMENTS

4.1 Disclosure Obligations

As of the date of this Agreement, and for the duration of this Agreement, the Principal agrees:

- (i) at any time, to disclose at the reasonable request of the Security Agent, any information relating to the Shares and/or Pledged Receivables;
- (ii) to promptly inform the Security Agent of the occurrence of any event known to it which would adversely affect:
 - (a) the validity or the level of the Pledge or the possibility of enforcing the Pledge and/or;
 - (b) the Shares and/or the Pledged Receivables,
- (iii) to promptly inform the Security Agent of the occurrence of any event that the Principal is aware of that would adversely affect any of the declarations and warranties contained in section 3 (Declarations and Warranties); and
- (iv) to promptly inform the Security Agent of the transfer of the registered office of the Company out of the purview of the office of the initially competent court (or previously competent, as applicable) in respect of the Pledge registration, so that the Security Agent may proceed in a timely fashion with the formalities required in connection with the Pledge,

in order to enable Beneficiaries to preserve and guarantee the effectiveness and efficiency of the Pledge in their favour.

4.2. Positive obligations

As of the date of this Agreement, and for the duration of this Agreement, the Principal agrees:

- (i) at any time and at its own expense and at the express request of the Security Agent (acting, as the case may be, as Security Trustee, or acting in the name of and for the account of the Beneficiaries) to provide and/or sign any document, deed, or certificate necessary (a) to maintain or ensure the validity or enforceability of the Pledge (in accordance with the provisions of this Agreement), and (b) to preserve the rights of Beneficiaries (including vis-à-vis any third party) for the Pledge, including extending the scope of the Agreement to all new shares issued by the Company or all Revenue and Capital Returns that are likely to be included in the base of the Pledge in accordance with the provisions of the Agreement and also in case of enforcement of the Pledge (including providing the necessary assistance to the Security Agent or the Expert designated in accordance with section 7.1.3 below);
- (ii) subject to the provisions of the Senior Pledge and Subordination Agreement, to sign immediately upon receipt of notification, any document approved by the Security Agent (as the case may be, approved by the Security Trustee or as a security agent on behalf of and for the account of Beneficiaries), the transfer of Shares for the benefit of Beneficiaries, to perform, in accordance with the provisions of Article L.221-14 of the Commercial Code, the filing of an original of the deed of assignment involved at the registered office of the Company against presentation of a certificate of deposit and all registration formalities at the registry of the competent court for the purpose of making the actual transfer of Shares and to ensure that the Articles of Association be amended accordingly; and
- (iii) to furnish the certificate of deposit referred to in paragraph (ii) above upon the filing of the deed of transfer involved.

4.3 Negative obligations

As of the date of this Agreement and during the term of this Agreement (in each case, unless the prior consent of the Security Agent to waive it was obtained), the Principal agrees:

- (i) not to assign, transfer, confiscate or otherwise dispose of all or part of the Shares, including the Direct Payment Notification, the Pledged Receivables, other than under the conditions of this Agreement, the Senior Pledge, and the Financing Documents;
- (ii) not to exercise the voting rights attached to any of the Shares so as to refrain from doing anything which might affect adversely (a) the validity or enforceability of the Pledge, or (b) the rights of Beneficiaries under the Pledge;
- (iii) not to grant a Lien on the Shares and/or the Pledged Receivables other than to the Beneficiaries and with the exception of the Senior Pledge, and

- (iv) not to take any steps or actions that would lead to the nullity, the illegality, or the invalidity of the Pledge or undermine its effectiveness.

5. DIRECT PAYMENT OF PLEDGED RECEIVABLES AND VOTING RIGHTS REGARDING THE SHARES

5.1. Direct payment

5.1.1 The Company acknowledges the Pledge of Receivables made pursuant to the provisions of section 2.2 above and states that, being party to this Agreement, the Pledge is enforceable against it pursuant to Article 2362 of the Civil Code.

5.1.2 As an exception to Article 2363 of the Civil Code, it is agreed between the Parties that the Principal may, until receipt by the Company of a Direct Payment Notification, receive payment of the amounts due under the Pledged Receivables, subject to the provisions of section 5.1.3 below.

5.1.3 At any time the Security Agent (as long as there are sums due by the Principal in respect of the Secured Obligations) shall have the right to send to the Company (with a copy to the Principal) a Direct Payment Notification in accordance with the sample in Annex 3 below, and terminating the authorisation for the Principal to receive payment of the sums due in respect of the Pledged Receivables under the provisions of section 5.1.2 above.

5.1.4 Upon receipt by the Company of a Direct Payment Notice, the latter shall, subject to the terms of the Subordination Agreement, make any payments in respect of Pledged Receivables directly to the Beneficiaries (represented for this purpose by the Agent, acting as the case may be as Security Trustee or security agent), who alone shall be entitled to receive payment of the amounts due in respect of the Pledged Receivables, and to allocate them to the payment of the Secured Obligations in accordance with the stipulations of the Financing Documents and/or be held as security pursuant to Article 2364 of the Civil Code. Pursuant to Article 2366 of the Civil Code, if the Beneficiaries have been paid an amount in excess of the Secured Obligations due, the sum equal to the difference shall be paid to the Principal within ten (10) Business Days in order that the Beneficiaries may receive the relevant amount.

5.1.5 In the event that, after the Company has received Direct Payment Notification, and notwithstanding the provisions of section 5.1.4 above, the Principal were to receive amounts directly from the Company and/or all amounts due under the Secured Obligations have not been paid and/or reimbursed, the Principal agrees to repay them immediately to the Security Agent so that the Security Agent may assign or retain them in accordance with provisions of section 5.1.4 above, subject in each case to the terms of the Subordination Agreement.

5.2. Voting rights relating to Shares

The Principal shall freely exercise all voting rights attached to the Shares, but in the event of occurrence of an Event of Early Repayment, these voting rights shall be exercised by the Principal with respect to the rights of the Secured Creditors under the Pledge, and more generally of the Subordination Agreement.

6. FORMALITIES, RECORDING, AND REGISTRATION

- 6.1** The Pledge will be published in a special register administered by the Registry of the Commercial Court of Lille, in accordance with Article 2338 of the Civil Code and Decree No. 2006-1804 of 23 December 2006 relative to the application of Article 2338 of the Civil Code and the making public of non-possessory pledges, using for this purpose a form applicable to a pledge.
- 6.2** All formalities, including recording and registration of the Pledge in the aforementioned special register will be taken care of by the Agent, at the expense of Principal. For this purpose, the Agent is authorised to file with the clerk of the Commercial Court of Lille one (1) copy of this Agreement as well as two (2) copies of the form mentioned in section 6.1 above, filled out following the sample given in Annex 1. To this end, the Agent is entitled to file with the clerk of the Commercial Court of Lille one (1) copy of this Agreement and two (2) copies of the form referred to in section 6.1 above, substantially conforming to the sample provided in Annex 1, and duly completed.
- 6.3** The holder of an original of this Agreement is hereby granted all powers necessary to complete the registration formalities of this Agreement.
- 6.4** If required, the Agent shall renew registration of the Pledge with the Registry of the competent jurisdiction before the expiration of a period of 5 (five) years from the date of the initial registration of the Pledge, or on any date when a renewal of the registration is necessary.

7. ENFORCEMENT

7.1 Enforcement of the Pledge of Shares

- 7.1.1** In the event of the Occurrence of a Declared Default and non-payment of any amount payable for Secured Obligations, the Beneficiaries (represented for this purpose, if necessary, by the Agent) may, after a formal notice to pay has been sent to the Principal but has produced no results, at the end of a period of three (3) Business Days, exercise all rights, actions, and privileges that the law confers on secured creditor and pursue the enforcement of the Pledge in accordance with applicable laws and regulations, by means of:
- (a) an automatic allocation of ownership of the Shares, pursuant to (i) the provisions of Article L.521-3 of the Commercial Code and Article 2348 of the Civil Code and (ii) pursuant to the provisions of sections 7.2 to 7.7 below;
 - (b) a judicial request for allocation of the ownership of shares pursuant to the provisions of Article L.521-3 of the Commercial Code and Article 2347 of the Civil Code and/or
 - (c) public sale of Shares pursuant to the provisions of Article L.521-3 of the Commercial Code.
- 7.1.2** In the event of enforcement of the Pledge, in accordance with the provisions of section 7.1.1 (a) above, the Parties irrevocably agree that the Beneficiaries represented, if necessary, by the Agent, may, without resorting to any procedure of judicial allocation, be automatically assigned ownership of all or part of

the Shares pursuant to the provisions of Article 2348 of the Civil Code, which the Principal hereby accepts. The Beneficiaries will then be allowed to freely dispose of these assets, subject to the Loan Note Agreements, the Guarantee Agreement, and other Financing Documents

In particular, the Beneficiaries may, at the expiration of a notice of three (3) Business Days that remains unheeded, as mentioned above in section 7.1, and after a simple notification sent by the Agent to the Principal (the '**Notification**'), proceed with allocation of all or a portion of the Shares by transfer of such Shares in full ownership. The said transfer of Shares shall take place on the date of the receipt of the Notification by the Principal (the '**Transfer Date**')

7.1.3 For the purpose of determining the value of the Shares on the Transfer Date, in terms of Article 2348 of the Civil Code, the Parties irrevocably agree that the expert to which reference is made in Article 2348 of the Civil Code be appointed from one of the following institutions (i) KPMG (2) Ernst & Young (iii) Deloitte or (iv) PriceWaterhouseCoopers (together with any institution that would replace one or more of these in the event of a conflict of interest (as described below), provided that these '**Experts**' or, in the case of an individual, an '**Expert**', that the Parties consider as the appointed Expert is not in a situation of conflict of interest.

If:

- (a) in the reasonable opinion of any of the Parties, all of the institutions mentioned above prove to be in a situation of conflict of interest and this situation has been the subject of a notification to the other Parties within eight (8) calendar days from the Transfer Date; or
- (b) all of the institutions mentioned above refuse to be appointed as an Expert,

then the Parties shall negotiate in good faith to appoint an expert which can be independent from any auditing firm or a leading investment bank that is neither associated with the creditors nor the Principal. This expert must work in Paris and be appointed within five (5) Business Days, as appropriate, from the date of notification or refusal mentioned in paragraphs (a) and (b) above. If at the expiry of that period, the Parties do not choose an Expert or do not reach agreement on the choice of the Expert, the Presiding Judge of the Paris Commercial Court will be given the responsibility, at the request of the Party initially acting, to appoint an expert among from other leading accounting firms doing business in France. In any case, the appointment of the Expert shall be final and binding on the Parties.

The Expert so appointed shall determine the value of the Shares on the Transfer Date within thirty (30) calendar days from the acceptance of its assignment. The decision of the Expert must be duly justified and should be based on accurate and documented evidence and be the result of several valuation methods generally used for the same type of shares as the Shares being evaluated by the Expert

The expert so appointed shall notify the Agent and the Principal of its decision on the valuation of the Shares that have been evaluated, which must be accompanied by any supporting documents. This decision will be binding on the Parties and may not be disputed, unless there is manifest error.

- 7.1.4** The Principal agrees, in the event of the enforcement of this Pledge, to hold a General Meeting of shareholders of the Company in order to make modifications to the Articles of Association required to enforce the Pledge or necessary for enforcement of the Pledge.
- 7.1.5** The Agent (acting in the name of and on behalf of the Security Trustee, as the case be) may exercise any rights under this section 7.1 (Enforcement of the Pledge of Shares) without first exhausting the remedies that the Beneficiaries could otherwise have against the Principal, any bond, any guarantor, or any other person, nor to previously bring into play any other security that the Beneficiaries may hold elsewhere. The Principal shall, where necessary, exempt the Agent from any formal notice, notification, request or other formality other than those referred to in this section 7.1 (Enforcement of the Pledge of Shares).
- 7.1.6** In the event of conventional allocation of the Shares, these shall be distributed among the Beneficiaries in proportion to their respective rights under the terms of the Secured Obligations.
- 7.1.7** The Parties shall in no case be held responsible of the values used for the enforcement of the Pledge. The costs resulting from the enforcement of the Pledge shall remain the responsibility of the Principal.

7.2 Enforcement of the Pledge of the Pledged Receivables

Without prejudice to the ability of the Beneficiaries to use other methods to enforce the Pledge of Receivables provided by law, and pursuant to the provisions of Article 2365 of the Civil Code, the Beneficiaries may, on the expiry of a period of notice of three (3) Business Days remaining unheeded, and after simple notification by the Agent of the Principal, proceed with the allocation of all or part of the Pledged Receivables by outright transfer of such Pledged Receivables and without first having to exhaust other remedies they may have, nor implementing other security interest or collateral that they might otherwise benefit from.

8. DISTRIBUTION OF THE PROCEEDS OF ENFORCEMENT

Any amount received by Beneficiaries as proceeds from the enforcement of the Pledge for purposes of payment and/or repayment of all amounts due under the Secured Obligations shall be distributed among the Beneficiaries in accordance with the Subordination Agreement. Similarly, the payment of any cash adjustment will be governed according to the provisions of the Subordination Agreement.

9. TERM

- 9.1** This Agreement and the obligations of each party for the purposes of this Agreement remain in force and shall take full effect on the first of the following dates: (i) the date on which all amounts due to Beneficiaries under the Secured Obligations have been fully and finally reimbursed and paid and unconditionally and irrevocably and (ii) the date when the Agent (acting on instructions of all Beneficiaries) agrees to the termination of this Agreement and the Pledge.
- 9.2** The Agent agrees (as Security Trustee or, as the case may be in the name of and on behalf of the Beneficiaries), at the request and expense of the Principal, to release the Pledge as soon as the

conditions laid down in section 9.1 above have been met.

10. ASSIGNEES AND RIGHTS HOLDERS

10.1 Under no circumstances may the Principal assign or transfer in whole or in part its rights and obligations deriving from this Agreement or the Pledge.

10.2 The Beneficiaries may assign their rights and/or their rights and obligations deriving from this Agreement and/or Pledge consistent with the provisions of the Loan Note Agreements, the Guarantee Agreement, and other Financing Documents. The Principal expressly acknowledges that the rights and prerogatives of the Beneficiaries under this Agreement and the Pledge automatically benefit their assignees and rights holders as of the date of their conformity with the Financing Documents.

10.3. In the event of assignment by a Beneficiary of all or part of its rights and/or obligations under the Secured Obligations, or in the event of subrogation by any person of said rights and/or obligations, consistent with the provisions of the Loan Note Agreements and the Guarantee Agreement, the Beneficiary of the assignment or subrogation will benefit from the rights deriving from this Agreement, which remain attached to the rights resulting from the Secured Obligations. Where necessary, any reference to the Beneficiaries includes any beneficiary of such an assignment, transfer, or subrogation, which the Principal hereby acknowledges and expressly accepts.

In the event of replacement of LDC (Managers) Limited as Security Trustee or security agent pursuant to clause 13.1 (b) of the Junior Subordination Agreement consistent with the provisions of the Subordination Agreement, any successors will be regarded as a matter of course to be Agent and/or the Security Agent, as appropriate, for the purposes of the Agreement, with the latter party or parties assuming the tasks and prerogatives of their predecessor(s) identical to what was agreed with the Beneficiaries and accepted by the Principal on the replacement date of the Agent and/or Security Agent.

10.4 As required, in case of assignment of all or part of their rights and/or obligations under the conditions provided for in section 10 (Assignees and Rights Holders), all the rights and privileges deriving from the Pledge will benefit in full the respective successors and assignees of any of the Beneficiaries.

11. MISCELLANEOUS PROVISIONS

11.1 This Agreement and the Pledge do not exclude or limit in any way the rights of the Beneficiaries and they do not affect the nature or extent of the obligations that exist or may exist between the Principal and the Beneficiaries. The rights, claims, and privileges under this Agreement and the Pledge are cumulative and do not exclude the exercise of any other right, action, or privilege granted by law or granted under any other agreement concluded between the Parties.

11.2 The fact that a Beneficiary does not exercise any of the rights to which the Beneficiaries are entitled under this Agreement or if such rights are exercised late or only partially does not constitute a waiver of these rights.

11.3 In the event that any provision of this Agreement is invalid or in the future becomes invalid,

unenforceable, null and void, illegal, or inapplicable, it is agreed, subject to the mandatory applicable laws and regulations, that the other provisions hereof, shall remain lawful, valid, enforceable, and binding on the Parties, regardless of the invalid, unenforceable, null and void, illegal, or inapplicable provisions.

- 11.4** Beneficiaries will not in any way be liable to the Principal or its rights holders, jointly or separately, for the late exercise or failure to exercise the rights that they have under this Agreement.
- 11.5** If there are any remaining amounts owed by the Principal under the Secured Obligations, the Pledge shall apply as a matter of course notwithstanding any irregularity, nullity, unenforceability, or lack of enforceability of all or part of the Finance Documents, including warranties of any obligation to repay that is the responsibility of the Principal.
- 11.6** The Agreement and Pledge are irrevocable and will apply as a matter of course in the event of a renewal or extension of the Secured Obligations, and notwithstanding any revision or other modification of the Secured Obligations.
- 11.7** To the extent that any provision hereof would contradict another of the provisions of the Subordination Agreement, the stipulations of the Subordination Agreement shall prevail between the Parties.

12. ALLOWANCES, FEES, AND TAXES

Allowances and fees under this Agreement and/or Pledge and any related costs or taxes, to the extent the Guarantee Agreement and/or any other Financing Document provides for reimbursement by the Principal that is reasonable and duly documented, shall be paid by the Principal or refunded promptly as soon as requested to the extent that the Agent (acting as Security Trustee, or security agent, as the case may be, in the name of and on behalf of the Beneficiaries) if it was necessary to do so, shall advance these amounts to the Principal.

13. NOTIFICATIONS

- 13.1** Any notification, request or communication to be made by one Party to another Party under this Agreement and the Pledge will be sent (unless the receiving Party has notified the other Parties of another address with prior notice of fifteen (15) calendar days), to the address of this Party listed in section 13.2 below.

All notices, requests, or communications that may or must be made between the Parties (other than between the Security Agent and the Beneficiaries) in performance of the Agreement, shall be made in writing and unless otherwise provided in the Agreement, delivered by hand or sent by registered letter with acknowledgement of receipt or by email. These notifications will be effective and will have effect if sent (i) by registered letter with acknowledgement of receipt, on the date of first submission, (ii) using delivery by hand when a delivery has been made by the consignee and (iii) by email.

The notifications between the Security Agent, and the Beneficiaries may be made by any means convenient for them.

13.2 Any notification request or communication to be made and any document to be issued by one Party to another Party pursuant to this Agreement and the Pledge shall be made and delivered as follows:

(i) if it involves the Principal, to

PELSIS HOLDING (UK) LIMITED

Sterling House

Grimbald Crag Close

Knaresborough

HG5 8PJ North Yorkshire

Attn: Peter Mangion

Tel: +44 (0) 800 988 5359

email: Peter.Mangion@pelsis.com

(ii) if it involves the Beneficiaries (or one of them, including the Security Trustee), to

LDC (Managers) Limited

1 City Square, Leeds, LS1 2ES

Attn: Dale Alderson

email: DAlderson@ldc.co.uk

14. WAIVER

The Parties agree hereby that application of the provisions of Article 1195 of the Civil Code to their obligations hereunder are waived, and they acknowledge that they will not be allowed to invoke the provisions of Article 1195 of the Civil Code.

15. APPLICABLE LAW – JURISDICTION

15.1 This Agreement is subject to French law.

15.2 Any dispute relating to this Agreement shall be brought before the lower court of the Commercial Court of Paris.

ANNEX 1 - LIST OF BENEFICIARIES AS OF THIS DATE

Designation/Name	Address	Registration number and jurisdiction (if applicable)
Bondholders A1 Loan Note		
LDC VI LP (held by LDC (Nominees) Limited)	39 Queens Road, Aberdeen, AB15 4ZN	SL029406
LDC Parallel VI LP (Held by LDC Parallel (Nominees) Limited)	39 Queens Road, Aberdeen, AB15 4ZN	SL029401
Direct Lending Fund II Investments (Luxembourg) SARL	24 Rue Beaumont L-1219 Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg	Luxembourg
Direct Lending Fund II USD Investments (Luxembourg) SARL	24 Rue Beaumont L-1219 Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg	Luxembourg
Direct Lending Co-Invest Investments (Luxembourg) SARL	24 Rue Beaumont L-1219 Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg	Luxembourg
Direct Lending UK Fund Investments (Luxembourg) SARL	24 Rue Beaumont L-1219 Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg	Luxembourg
Bondholders B1 Loan Note		
Felio bvba	Charleslei 32, 2930 Brasschaat, Belgium	Belgium
Christopher Thomas	The Moorings 118 Panorama Road, Sandbanks, Poole, Dorset, BH13 7RJ	United Kingdom
Susan Elizabeth Thomas	The Moorings 118 Panorama Road, Sandbanks, Poole, Dorset, BH13 7RJ	United Kingdom
Peter Anthony Mangion	Clareton Manor Barn, Clareton Lane Coneythorpe, Knaresborough HG5 0SA	United Kingdom
Claire Elizabeth Larcombe	8 Wharfe View, Pool-in-Wharfedale, West Yorkshire LS21 1NF	United Kingdom
Nicolas Stephane Frederic Fournier	15 Church Lane, Adel, Leeds LS16 8DB	United Kingdom

Designation/Name	Address	Registration number and jurisdiction (if applicable)
Jorgen Marc Faber	Hugo Vrieslaan 91, 2341 NV Oegstgeest, The Netherlands	United Kingdom
Nigel Mark Lowry	2 Park Drive Nottingham NG7 1DA	United Kingdom
Security Trustee		
LDC (Managers) Limited	One Vine Street, London, W1J 0AH	20495714

Including any assignee, successor, or rights holder of any of the Beneficiaries and any Delegate and Receiver (as each of these terms is defined in the Junior Subordination Agreement).

ANNEX 2 – SAMPLE REGISTRATION FORM FOR REGISTRATION AT THE COMMERCIAL COURT

REGISTRATION FORM FOR PLEDGE OF SHARES (Excluding collateral shares of non-trading companies)

(Articles 2355 *in fine* and 2333 et seq of the Civil Code,
Decree No. 2006-1804 of 23 December 2006
Decree of 1 February 2007 on the nomenclature referred to in Article 2 (6) of Decree
No. 2006-1804)

REGISTRY OF THE COMMERCIAL COURT OF NICE

TEXT OF THE FORM (required information)	Space reserved for the Clerk of Court
1. <u>Principal for the Pledge</u> Legal name: PELSIS HOLDING (UK) LIMITED Legal form: UK company Address of company headquarters: Sterling House, Grimbald Crag Close, Knaresborough, HG5 8PJ North Yorkshire Unique identification number: 07017720 2. <u>Secured creditors:</u> LDC (Managers) Limited, a company incorporated under English law, with its head office at One Vine Street, London, W1J 0AH, with unique identification number 02495714, as Security Trustee, Bondholders A1 Loan Note LDC VI LP (held by LDC (Nominees) Limited, a UK company, with its head office at 39 Queens Road, Aberdeen, AB15 4ZN, with unique identification number SL029406. Parallel LDC VI LP (owned by LDC Parallel (Nominees) Limited), an English company, with its head office at 39 Queens Road, Aberdeen, AB15 4ZN, with unique identification number SL029401. Direct Lending Fund II Investments (Luxembourg) SARL, a Luxembourg company, with its head office at 24 Rue Beaumont L-1219 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Direct Lending Fund II USD Investments (Luxembourg) SARL, a Luxembourg company, with its head office at 24 Rue Beaumont L-1219 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.	Registration Details:

Direct Lending Co-Invest Investments (Luxembourg) SARL, a Luxembourg company, with its head office at 24 Rue Beaumont L-1219 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Direct Lending UK Fund Investments (Luxembourg) SARL, a Luxembourg company, with its head office at 24 Rue Beaumont L-1219 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Bondholders Loan Note B1

Felio bvba Charleslei domiciled at 32, 2930 Brasschaat, Belgium.

Christopher Thomas domiciled at The Moorings, 118 Panorama Road, Sandbanks, Poole, Dorset, BH13 7RJ, UK.

Susan Elizabeth Thomas domiciled in The Moorings, 118 Panorama Road, Sandbanks, Poole, Dorset, BH13 7RJ, UK.

Peter Anthony Mangion domiciled at Clareton Manor Barn, Clareton Lane Coneythorpe, Knaresborough HG5 0SA, UK.

Claire Elizabeth Larcombe domiciled at 8 Wharfe View, Pool-in-Wharfedale, West Yorkshire LS21 1NF, UK.

Nicolas Stephane Frederic Fournier domiciled at 15 Church Lane, Adel, Leeds LS16 8DB, UK.

Jorgen Marc Faber domiciled at Hugo Vrieslaan 91, 2341 NV Oegstgeest, Netherlands.

Nigel Mark Lowry domiciled at 2 Park Drive, Nottingham NG7 1DA, UK.

Including any assignee, successor or rights holder of any of the Secured Creditors as well as any Delegate and Receiver (as each of those terms is defined in the Junior Subordination Agreement).

3. Date of the deed creating the security:

Agreement for Second Ranking Pledge of Shares, dated 24 November 2017 (the 'Pledge Agreement')

Address of company headquarters:

130 Boulevard de la Liberté, 59000 Lille

Unique identification number:

522 037 571 Trade and Companies Register of Lille

Number of shares pledged:

100 shares numbered from 1 to 100, representing 100% of the capital and voting rights of Denka Registrations as of 24 November 2017

Nominal value of shares pledged:

€100

4. Characteristics of the secured receivables:

Amount of secured receivables in principal:

All payment obligations and repayment of principal due or to become due at any time in the future by the Principal under the Guarantee Agreement (including in the event of increase of the commitments of Guarantor under these provisions) and the Financing Documents (if applicable, as amended or extended) in its capacity as Guarantor under the Guarantee Agreement, plus any interest, capitalised interest, default interest, fees, penalties, allowances, costs and accessories owed under the said Guarantee Agreement. Notwithstanding the foregoing terms, the principal amount due under the Guarantee Agreement as of the date hereof is €23,407,747 (twenty-three million four hundred seven thousand seven hundred and forty-seven euros).

Mention of the existence of an auditing agreement:

YES

Determination of future receivables:

NOT APPLICABLE

5. Company whose shares are pledged:

Legal name:

Denka Registrations

Legal form:

Limited liability company

6. Category of the property involved:

With reference to nomenclature set by order of the Minister of Justice, dated 1 February 2007, the shares allocated as security belong to category No. 12.

Other notes:

Other notes:

Annex 3 – Sample of a Notification of Direct Payment

From: **LDC (Managers) Limited**

To: **Denka Registrations SARL**

To the attention of : [_____]

With a copy to: **PELSIS HOLDING (UK) LIMITED**

Sent by registered letter with acknowledgement of receipt

Date: _____

Dear Sirs,

We refer to an agreement for a junior pledge of shares dated [_____] (hereafter '**Pledge of Shares Agreement**') concluded between (i) Pelsis Holding (UK) Limited as Principal, (ii) Denka Registrations as Company, (iii) LDC (Managers) Limited as Beneficiary and in its capacity as Security Trustee and acting as security agent in the name of and on behalf of the Beneficiaries, under which the Principal has pledged in favour of the Beneficiaries its Pledged Receivables against you.

The terms beginning with a capital letter and used in this notification shall have the meanings given to them in the Pledge of Shares Agreement.

This notification is sent to you in your capacity as Company under the Pledge of Shares Agreement and is a Direct Payment Notification.

In accordance with the provisions of section 5.1.4 of the Pledge of Shares Agreement, and the receipt by you of this Notification of Direct Payment, the settlement of your debts with respect to the Pledged Receivables must be made to our benefit for the account of the Beneficiaries, by transfer to the account whose references are as follows

[BANK ACCOUNT INFORMATION]

We have the honour to be, Sirs, Yours faithfully

LDC (Managers) Limited

By: [_____], duly authorised for the purposes hereof

SIGNATORIES OF THE PLEDGE OF SHARES AGREEMENT

Drawn up at _____ Leeds, on 24 November 2017, with five (5) originals, including one (1) copy for registration at the Registry of the Commercial Court of Lille

THE PRINCIPAL

PELSIS HOLDING (UK) LIMITED

By: Peter Mangion, duly authorised for the purposes hereof

THE COMPANY

DENKA REGISTRATIONS

By: Peter Mangion, duly authorised for the purposes hereof

THE BENEFICIARIES

LDC (Managers) Limited

In its capacity as security trustee, acting in the name of and on behalf of the Beneficiaries

By: Dale Alderson, duly authorised for the purposes hereof

LDC (Managers) Limited

In its capacity as security agent, acting for and on behalf of the Beneficiaries

By: Dale Alderson, duly authorised for the purposes hereof